

Conférence d'Éric Martin : L'homme qui crie au loup ou le canari dans la mine de charbon ?

Robin Dick

Éric Martin, qui est passé au Collège le 23 novembre dernier, fait partie de ces personnes qui impressionnent par leur éloquence, leur prise de position ferme et leur maîtrise d'exemples qui étayent leurs points de vue*. Selon M. Martin, on est en train d'assister à une transformation complète de notre système d'éducation. Le Rapport Demers, notamment, pose les fondements d'un arrimage école-marché et, plus profondément, d'un capitalisme académique qui s'étale partout en Occident. Par contre, cette 'économie du savoir' ne s'impose pas; non, la transformation est plutôt 'suggérée', comme si on pouvait la refuser et proposer une alternative à mettre à sa place. Mais subrepticement, le langage et la perspective de cette économie du savoir finissent par occuper l'imaginaire collectif à tel point qu'ils nous paraissent comme allant de soi, comme le bon sens lui-même. Identifier les 'meilleures pratiques', 'assurer la qualité', 'rendre des comptes', etc., sont désormais des termes qui nous semblent neutres, voire positifs. Le vocabulaire managérial et de la compétitivité a envahi tous les espaces, y compris celui de l'éducation supérieure.

Parallèlement, M. Martin observe une tentative de dépolitiser cet espace, d'en faire un domaine d'experts, de consultants, de tierces parties, comme si l'éducation pouvait se développer sans orientations politiques, morales et philosophiques. Confier l'évaluation à une Commission composée de consultants (anciens administrateurs de Collèges pour la plupart, semble-t-il), proposer la mise sur pied d'un Conseil des collèges, d'une Commission mixte de l'enseignement supérieur et d'un Conseil des universités s'inscrirait aussi dans la foulée de cette tendance à refuser la responsabilité politique pour la formation de nos jeunes.

Cette façon de voir est reflété fidèlement, selon lui, dans le Rapport Demers, qui considère la formation générale, au moins sous sa forme actuelle, comme un obstacle à l'accès rapide au marché du travail**. Selon la logique qui règne dans le rapport, on fait fi de nos propres traditions en matière d'éducation; il faut plutôt étudier et appliquer les meilleurs modèles venant d'ailleurs afin d'être pleinement compétitif sur le plan international. L'industrie, après tout, en veut pour son argent et l'école doit s'adapter aux besoins d'un marché désormais global. L'école et les 'clients-étudiants' qui la fréquentent doivent donc s'adapter; ils doivent être 'flexibles'. Et c'est pour cela qu'on cherche à rendre plus flexibles les règles qui gouvernent la création de nouveaux programmes (le RREC). Les collèges devront pouvoir offrir des services aux entreprises locales en leur fournissant des travailleurs parfaitement adaptés à leurs besoins. Le Conseil du patronat est donc invité à déterminer les programmes pour l'avenir. Et, selon M. Martin, même la ministre devra rendre des comptes au CPMT! Autrement dit, ce sont les acteurs économiques qui s'emparent de l'éducation supérieure et imposent tranquillement la logique marchande dans un domaine où, au départ, on cherchait à former les citoyens en leur offrant une éducation équilibrée entre technique et culture.

M. Martin croit que nous sommes mal préparés à résister à cet ékonomisme conquérant. Certes, on est parfois mal à l'aise avec ces idées déshumanisantes et réductionnistes, mais, hélas, on n'a rien à mettre à leur place, sinon des solutions de repli, comme le fascisme ou le trumpisme, des réflexes tribaux qui ne constituent pas de vraies alternatives à la philosophie cohérente, bien que délétère, que représente le néo-libéralisme. Nous avons perdu la notion du 'commun' face à une idéologie atomisante; nos institutions s'affaiblissent sans cesse et nous sommes incapables d'en construire de nouvelles ou de les réinvestir adéquatement. Le politique a été colonisé par l'économie et la dépolitisation du système d'éducation, où on n'exige plus que l'enseignement soit un fidèle reflet de nos valeurs, mais plutôt qu'il fournisse simplement la main-d'oeuvre prête à servir les besoins éphémères du marché, nous conduit à l'enseignement de l'ignorance! Conclusion : si on ne sort pas du capitalisme carrément, il n'y a rien à faire! M. Martin nous a confié d'ailleurs qu'il avait l'intention de cesser de donner des conférences et d'écrire des articles en réaction contre le néo-libéralisme. Mieux vaut prendre le temps d'élaborer et de promouvoir de sérieuses alternatives que de se battre constamment contre un monstre qui mange tout.

M. Martin se définit lui-même comme un marxiste 'nuancé' (je dis 'nuancé' car je ne me rappelle pas des qualificatifs que lui-même a employés). Il est fier de dire qu'il suit les traces de Michel Freitag, philosophe de gauche qui a enseigné longtemps à l'UQAM. Or, on pourrait être tenté de dire que M. Martin, en bon marxiste, voit des chimères partout, que la réalité d'ici n'est pas aussi extrême qu'il prétend et que les intentions derrière les initiatives gouvernementales, quoiqu'imparfaites, sont quand même bonnes. Bref, qu'il exagère. Après tout, Hélène David, ministre de l'éducation supérieure, ne nous a-t-elle pas assuré, lors de son passage au CLG, qu'elle n'était pas d'accord avec tout ce qui se trouve dans le Rapport Demers et que la CPMT avait beau faire des recommandations, c'était quand même elle qui avait le dernier mot en matière d'éducation supérieure? Le temps nous révélera qui dit vrai.

Personnellement, je ne vois pas M. Martin comme un penseur qui crie aux loups imaginaires. Je le vois plutôt comme le canari dans la mine, qui réagit avant même qu'on s'aperçoive qu'on risque bientôt de manquer d'oxygène. Avec nos tendances au repli identitaire, la logique et le vocabulaire économique qui s'infiltrent dans nos discours, l'inégalité économique grandissante, le désengagement politique qu'on observe, et une légitimation inquiétante de certaines positions extrêmes, rien ne nous assure qu'on est à l'abri des phénomènes surprenants qu'on observe ailleurs sur la planète. À mon avis, c'est très tonifiant d'entendre cette critique acerbe, voire alarmante mais somme toute perspicace sur l'environnement idéologique dans lequel on baigne. On se doit d'être vigilant car l'histoire nous enseigne que rien n'est acquis définitivement.

*Plus d'exemples que de statistiques, bien sûr; l'analyse du discours sur une base statistique se fait surtout par des linguistes computationnels, engagés pour la plupart par des compagnies comme Google. Leurs idées sur les dérives du langage seraient-elles donc plus 'scientifiques'? Et combien de fois doit-on comptabiliser les « À quoi ça sert? » pour pouvoir affirmer que l'esprit utilitariste s'est emparé de nos étudiants?

** Malheureusement, ce mythe a la vie dure, malgré le fait qu'il n'y ait pas plus de cours écueils en formation générale qu'en formation spécifique pour les étudiants du secteur technique.